

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 17 janvier 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la formation continuée des membres de la police communale", a donné le 4 janvier 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 januari 1994 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voortgezette opleiding van de leden van de gemeentepolitie", heeft op 4 januari 1995 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.Intitulé.

Afin de mieux rendre compte de la portée véritable du projet, l'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif à l'octroi de subventions en faveur de la formation continuée des membres de la police communale".

Préambule.

1. A l'alinéa 2, il faut ajouter : "... et par l'arrêté royal du 23 juin 1994;".

2. L'arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de la police communale ne saurait constituer le fondement légal du projet; de plus, ce dernier ne lui apporte aucune modification textuelle. En conséquence, l'alinéa 3 est inutile et doit être omis.

Dispositif.Chapitre premier.

1. Des informations fournies par le fonctionnaire délégué, il résulte que, contrairement à ce que leur rédaction pourrait laisser croire, les articles 2 à 4 tendent uniquement à énoncer des conditions auxquelles les

.../...

centres dispensant une formation continuée en faveur des policiers communaux doivent satisfaire afin de pouvoir bénéficier de la subvention prévue au chapitre II du projet. Afin que la division du dispositif et l'ordre dans lequel les articles y sont rangés correspondent mieux aux intentions des auteurs du projet, il est dès lors proposé :

- a) de rassembler l'ensemble des dispositions figurant aux articles 1er à 9 dans un seul chapitre dénommé "Chapitre premier. Subvention en faveur de la formation continuée des policiers communaux";
- b) de déplacer l'article 5 en le faisant figurer en tête du chapitre premier du projet.

2. Si la diversité des matières traitées, le nombre élevé d'articles, le souci de clarté ou encore la facilité de la consultation d'un texte peuvent justifier qu'outre leur regroupement par chapitres, des articles soient également rassemblés sous différentes sections, aucune de ces considérations n'impose vraiment en l'espèce de structurer de cette manière le projet. Aussi est-il suggéré de renoncer à la division du dispositif en sections.

Articles 2 et 3 (devenant 3 et 4).

Les deux articles n'expriment que de manière imparfaite et incomplète la volonté des auteurs du projet de réserver le bénéfice des subventions en faveur de la formation continuée des policiers communaux aux seules institutions agréées à cet effet. Aussi est-il proposé :

.../...

1) de remplacer les articles 2 et 3 par un seul article comportant :

- a) un alinéa 1er qu'il conviendrait, conformément à la terminologie utilisée par l'article 227 de la nouvelle loi communale, de rédiger comme suit :

"Pour l'application du présent arrêté, constituent des centres de formation :

- 1° pour tout cycle de cours visé à l'article 2, les centres agréés en vertu de l'article 1er de l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres;
 - 2° toute autre institution à laquelle le Ministre de l'Intérieur reconnaît cette qualité, pour les cycles de cours qu'il détermine".
- b) un alinéa 2 qui, se substituant à la disposition excessivement vague et générale de l'article 3, alinéa 2, du projet, indiquerait avec précision les critères que le ministre devra prendre en considération pour accepter ou refuser l'agrément aux institutions qui en font la demande;

2) d'énoncer dans un article 4 nouveau les conditions tant de fond que de procédure suivant lesquelles le ministre peut décider du retrait de l'agrément comme centre de formation.

.../...

Article 4 (devenant 5).

1. Compte tenu de la remarque formulée ci-après à propos du 2°, il est proposé de rédiger la phrase introductive comme suit :

"Art. 5. Pour bénéficier de la subvention prévue par les articles 8 et 9, les centres de formation doivent :".

2. L'attention des auteurs du projet est attirée sur le fait que le 1° ne présente une réelle utilité que si le contrôle que le Ministre de l'Intérieur est ainsi appelé à exercer sur le contenu des cours de formation continuée porte sur d'autres aspects que ceux qui, en vertu de l'article 3 du projet, sont déjà pris en considération pour déterminer les personnes susceptibles de bénéficier des subventions. Si les auteurs du projet entendent néanmoins maintenir le 1°, il convient de revoir cette disposition de manière à :

- a) y préciser l'objet et la portée du contrôle qu'elle institue;
- b) y indiquer le moment auquel le Ministre intervient tout en s'abstenant d'utiliser des expressions dont les termes se contredisent ("approbation préalable").

3. Selon le fonctionnaire délégué, l'inspection dont question au 2° est relative à l'agrément des centres de

.../...

formation et non à l'octroi ou à l'emploi des subventions. La disposition énoncée au 2° doit dès lors trouver sa place dans un article distinct qui indique explicitement l'objet de l'inspection dont les modalités doivent être fixées par le ministre.

La numérotation des articles doit être revue en conséquence.

4. Le 3° appelle une double remarque :

- a) afin d'éviter toute discordance avec les articles 6 et 7, il est suggéré de remplacer les mots "lors de chaque cycle de cours" par les mots "pour chaque cycle de cours";
- b) pour introduire les différents éléments d'une énumération, l'usage recommande d'utiliser des lettres (a), b) ...) et non des tirets.

Article 5 (devenant 1er).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre de l'Intérieur octroie aux centres de formation qui satisfont aux conditions énoncées dans le présent arrêté, une subvention destinée à couvrir les frais d'organisation de cours assurant la formation continuée des membres de la police communale".

.../...

Articles 6 et 7.

1. Contrairement à ce que prévoit l'article 7 pour les centres visés à l'article 3 du projet, l'article 6 n'impose pas aux centres d'entraînement et d'instruction la production d'un relevé des dépenses effectivement engagées pour l'organisation des cours de formation continuée. Le maintien d'une telle disparité de régime ne se justifie nullement d'autant qu'elle ne constitue que la conséquence logique d'une autre disposition du projet (l'article 8, § 1er, alinéa 4) dont il est proposé ci-après la suppression. Il convient, dès lors, d'omettre les mots "ainsi qu'un ... (jusqu'à) cet effet" figurant à l'article 7 et de compléter l'article 4 (devenant 5) comme suit :

"4° de produire un relevé des dépenses effectuées pour chacun des cycles de cours de formation continuée des policiers communaux".

2. De la comparaison des dates fixées par les articles 6 et 7 pour la remise au ministère de l'Intérieur des rapports prévus par l'article 4, 3° du projet, il résulte que les centres d'entraînement et d'instruction visés à l'article 2 du projet disposeront par rapport aux institutions mentionnées à l'article 3 du projet, de moins de possibilités pour obtenir une subvention dès la fin de l'année où les cours qui en motivent l'octroi prennent fin. Interrogé sur les considérations qui permettent de justifier une telle différence de traitement, le fonctionnaire délégué a accepté de fixer au 30 octobre la date à laquelle l'ensemble des centres de formation doivent faire parvenir au

.../...

Ministre de l'Intérieur les informations mentionnées à l'article 4, 3° du projet. Les deux articles à l'examen doivent dès lors être fusionnés et revus dans le sens indiqué par le fonctionnaire délégué.

3. A l'article 6, il faut écrire dans le texte français "figurent". La même remarque vaut pour l'article 7.

Article 8.

1. Selon le fonctionnaire délégué, le paragraphe 1er, alinéa 4, tend à permettre aux centres visés à l'article 2 du projet de conserver la partie de la subvention qui excéderait le montant total des dépenses engagées pour l'organisation de formations continuées. En permettant de la sorte à certains bénéficiaires de la subvention de conserver une partie de celle-ci pour l'utiliser à des fins étrangères à celles pour lesquelles elle est accordée, la disposition à l'examen va directement à l'encontre des règles d'emploi des subventions énoncées aux articles 55, alinéa 1er et 57, alinéa 1er, 2° des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. En conséquence, le paragraphe 1er, alinéa 4 doit être omis.

2. Compte tenu des intentions des auteurs du projet, le paragraphe 2, alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Les montants mentionnés au paragraphe 1er, alinéa 3, sont rattachés au chiffre de l'indice des prix à la consommation, base 1981=100, du mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

3. Comme le "chiffre de l'indice des prix à la consommation retenu pour l'élaboration du budget" ne constitue qu'une prévision qui ne fait l'objet d'aucune publication officielle, il n'y a pas lieu de s'y référer pour régler l'adaptation annuelle des montants mentionnés au paragraphe 1er, alinéa 3. Le paragraphe 2, alinéa 2, doit donc être revu (1).

4. Au paragraphe 2, alinéa 4, il est proposé :

- a) avec l'accord du fonctionnaire délégué, de remplacer les mots "avant le 30 septembre ... (jusqu'à) ... visés à l'article 3" par les mots "avant le 30 septembre";
- b) de supprimer les mots "sinon elle est liquidée sur le crédits de l'année suivante" qui n'expriment qu'une évidence et sont dès lors dépourvus d'utilité.

(1) En prévoyant, par exemple, que les montants mentionnés au paragraphe 1er, alinéa 3 sont adaptés en fonction du chiffre que l'indice des prix à la consommation atteint à chaque anniversaire de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Article 9.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 9. Les montants des subventions calculés conformément à l'article 8 sont, le cas échéant, réduits proportionnellement au montant des allocations de base prévues à cet effet au budget administratif du ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique".

Article 11.

Au début de la phrase, il convient de supprimer les mots "alinéa 2,", l'article 8 de l'arrêté royal du 7 novembre 1983 ne comportant qu'un seul alinéa. De plus, cet article n'ayant pas été modifié, il faut également supprimer les mots "modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1987".

Article 12.

Il y a lieu de rédiger cet article comme suit :

"Art. 12. L'article 9 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 16 mars 1987, est abrogé".

Article 13.

Il convient de rédiger cet article comme suit :

.../...

"Art. 13. A l'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 16 mars 1987, l'alinéa 2, 2°, est abrogé".

Article 14.

Il faut remplacer les mots "sont abrogés" par les mots "sont supprimés".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Opschrift.

Opdat de werkelijke draagwijdte van het ontwerp beter wordt weergegeven, wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de subsidiëring van de voortgezette opleiding van de leden van de gemeentepolitie".

Aanhef.

1. Aan het tweede lid moet worden toegevoegd :
"... en bij koninklijk besluit van 23 juni 1994;".

2. Het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp; bovendien brengt het ontwerp geen enkele wijziging aan in de tekst van dat besluit. Bijgevolg moet het derde lid als overbodig vervallen.

.../...

Bepalend gedeelte.Hoofdstuk I.

1. Uit de informatie die de gemachtigde ambtenaar verstrekt heeft, blijkt dat de artikelen 2 tot 4, in tegenstelling tot wat uit de redactie ervan zou kunnen worden opgemaakt, alleen voorwaarden beogen te bepalen waaraan de centra die aan gemeentelijke politieagenten voortgezette opleiding verstrekken, moeten voldoen om de toelage te kunnen genieten waarvan sprake is in hoofdstuk II van het ontwerp. Teneinde de onderverdeling van het dispositief en de volgorde waarin de artikelen erin voorkomen beter in overeenstemming te brengen met de bedoelingen van de stellers van het ontwerp, wordt derhalve voorgesteld :

- a) alle bepalingen vervat in de artikelen 1 tot 9 samen te brengen in één enkel hoofdstuk, met als opschrift "Hoofdstuk I. Toelage voor de voortgezette opleiding van de gemeentelijke politieagenten";
- b) artikel 5 te verplaatsen, zodat het aan het begin komt te staan van hoofdstuk I van het ontwerp.

2. Dat artikelen niet alleen in hoofdstukken worden samengebracht, doch tevens in verschillende afdelingen, kan worden gewettigd door de verscheidenheid van de behandelde materies, door het grote aantal artikelen, om redenen van duidelijkheid of nog om een tekst gemakkelijker

.../...

te kunnen erop naslaan. Op grond van geen enkele van die overwegingen behoeft in het onderhavige geval echter het ontwerp aldus te worden gestructureerd. Daarom ook wordt voorgesteld het dispositief niet in afdelingen onder te verdelen.

Artikelen 2 en 3 (die de artikelen 3
en 4 worden).

De bedoeling van de stellers van het ontwerp om het voordeel van de toelagen voor de voortgezette opleiding van de gemeentelijke politieagenten alleen toe te kennen aan de te dien einde erkende instellingen, wordt in deze twee artikelen onvolmaakt en onvolledig weergegeven. Daarom wordt voorgesteld :

1) de artikelen 2 en 3 te vervangen door één enkel artikel, bestaande uit twee leden :

a) waarbij het eerste lid overeenkomstig de terminologie aangewend in artikel 277 van de nieuwe gemeentewet als volgt moet worden gesteld :

"Voor de toepassing van dit besluit worden als vormingscentra beschouwd :

- 1° voor iedere cyclus van cursussen bedoeld in artikel 2, de centra erkend krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de

.../...

trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters;

- 2º iedere andere instelling waaraan de Minister van Binnenlandse Zaken die hoedanigheid toekent, voor de cycli van cursussen die hij bepaalt";
- b) waarbij het tweede lid, dat in de plaats komt van de buitensporig vage en algemene bepaling van artikel 3, tweede lid, van het ontwerp, nauwkeurig de criteria bepaalt die de Minister in aanmerking moet nemen voor de toekenning of de weigering van de erkenning aan de instellingen die om erkenning verzoeken;

2) in een nieuw artikel 4 de voorwaarden te vermelden, zowel die welke de grond van de zaak betreffen als die welke op de procedure betrekking hebben, op grond waarvan de Minister tot de intrekking van de erkenning van een instelling als vormingscentrum kan beslissen.

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

1. Gelet op de opmerking die hierna wordt gemaakt omtrent onderdeel 2º, wordt voorgesteld de inleidende zin als volgt te stellen :

"Art. 5. Om de toelage genoemd in de artikelen 8 en 9 te kunnen genieten, moeten de vormingscentra :".

.../...

2. De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt erop gevestigd dat onderdeel 1° slechts een werkelijk nut vertoont indien de controle die de Minister van Binnenlandse Zaken aldus zal uitoefenen op de inhoud van de cursussen van voortgezette opleiding, op andere aspecten betrekking heeft dan die welke krachtens artikel 3 van het ontwerp reeds in aanmerking worden genomen om te bepalen welke personen die toelagen kunnen genieten. Indien de stellers van het ontwerp niettemin voornemens zijn onderdeel 1° te handhaven, moet die bepaling aldus worden herzien dat :

- a) erin gepreciseerd wordt waarop die controle betrekking heeft, alsook de draagwijdte ervan;
- b) erin wordt vermeld op welk tijdstip de Minister erbij betrokken wordt, waarbij geen uitdrukkingen mogen worden gebruikt waarvan de termen in tegenspraak zijn met elkaar ("voorafgaande goedkeuring").

3. Volgens de gemachtigde ambtenaar houdt de inspectie waarvan sprake is in 2° verband met de erkenning van de vormingscentra, doch niet met de toekenning of de aanwending van de toelagen. De in 2° vervatte bepaling moet derhalve worden opgenomen in een onderscheiden artikel, waarin expliciet wordt aangegeven waarop die inspectie, waarvan de nadere regels door de Minister moeten worden vastgesteld, wordt uitgeoefend.

.../...

De nummering van de artikelen moet dienovereenkomstig worden herzien.

4. Omtrent onderdeel 3^o behoren twee opmerkingen te worden gemaakt :

- a) teneinde ieder gebrek aan overeenstemming met de artikelen 6 en 7 te voorkomen, wordt voorgesteld de woorden "bij elke cursuscyclus" te vervangen door de woorden "voor iedere cyclus van cursussen";
- b) het is gebruikelijk de verschillende onderdelen van een opsomming aan te duiden door middel van letters (a), b) ...) in plaats van streepjes.

Artikel 5 (dat artikel 1 wordt).

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Minister van Binnenlandse Zaken aan de vormingscentra die voldoen aan de in dit besluit genoemde voorwaarden een toelage toe die bestemd is om de kosten te dekken voor het organiseren van cursussen in het kader van de voortgezette opleiding van de leden van de gemeentepolitie".

.../...

Artikelen 6 en 7.

1. In tegenstelling tot wat artikel 7 voorschrijft met betrekking tot de centra bedoeld in artikel 3 van het ontwerp, legt artikel 6 de trainings- en opleidingscentra niet de verplichting op een staat over te leggen van de uitgaven die werkelijk gedaan zijn voor het organiseren van cursussen van voortgezette opleiding. De handhaving van zulk een verschillende regeling is geenszins gewettigd, te meer daar ze slechts het logische gevolg is van een andere bepaling van het ontwerp (artikel 8, § 1, vierde lid), ten aanzien waarvan hierna wordt voorgesteld dat ze geschrapt wordt. Derhalve moeten de woorden "evenals een staat ... kosten" in artikel 7 vervallen en moet artikel 4 (dat artikel 5 wordt) als volgt worden aangevuld :

"4° een staat overleggen van de uitgaven die zijn gedaan voor elk van de cycli van cursussen van voortgezette opleiding van de gemeentelijke politieagenten".

2. Uit de vergelijking van de data bepaald bij de artikelen 6 en 7 met betrekking tot de verzending, aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken, van de verslagen waarvan sprake is in artikel 4, 3°, van het ontwerp, blijkt dat de trainings- en opleidingscentra bedoeld in artikel 2 van het ontwerp in verhouding tot de instellingen vermeld in artikel 3 van het ontwerp over minder mogelijkheden zullen beschikken om reeds een toelage te verkrijgen aan het eind van het jaar waarin de cursussen eindigen die de toekenning van de toelage wettigen. Aan de gemachtigde ambtenaar is

.../...

gevraagd welke overwegingen zulk een verschillende behandeling wettigen; daarop heeft hij ermee ingestemd de datum waarop alle vormingscentra aan de Minister van Binnenlandse Zaken de inlichtingen vermeld in artikel 4, 3°, van het ontwerp moeten bezorgen, vast te stellen op 30 oktober. De twee onderzochte artikelen moeten bijgevolg worden samengevoegd en herzien worden op de door de gemachtigde ambtenaar aangegeven wijze.

3. In de Franse tekst van artikel 6 schrijve men "figurent". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7.

Artikel 8.

1. Volgens de gemachtigde ambtenaar beoogt het vierde lid van paragraaf 1 de in artikel 2 van het ontwerp bedoelde centra in staat te stellen het gedeelte van de toelage dat het totale bedrag van de voor de organisatie van voortgezette opleiding gedane uitgaven te boven gaat, te behouden. In zoverre de onderzochte bepaling het sommige begunstigden van de toelage aldus mogelijk maakt een gedeelte van die toelage te behouden en het aan te wenden voor andere doeleinden dan die waarvoor de toelage is toegekend, gaat ze rechtstreeks in tegen de regels inzake de aanwending van de toelagen bedoeld in de artikelen 55, eerste lid, en 57, eerste lid, 2°, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. Bijgevolg moet paragraaf 1, vierde lid, vervallen.

.../...

2. Gelet op de bedoelingen van de stellers van het ontwerp zou het beter zijn paragraaf 2, eerste lid, als volgt te stellen :

"De bedragen genoemd in paragraaf 1, derde lid, worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, basis 1981=100, van de maand waarop dit besluit in werking treedt".

3. Aangezien het "indexcijfer van de consumptieprijzen dat in aanmerking genomen wordt voor de voorbereiding van de begroting" slechts een raming is die niet officieel wordt bekendgemaakt, behoort niet ernaar te worden verwezen om de jaarlijkse aanpassing te regelen van de bedragen vermeld in paragraaf 1, derde lid. Paragraaf 2, tweede lid, moet derhalve worden herzien (1).

4. In paragraaf 2, vierde lid, wordt voorgesteld :

- a) de woorden "voor 30 september ... toelating" te vervangen door de woorden "vóór 30 september"; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens;

(1) Bijvoorbeeld door voor te schrijven dat de in paragraaf 1, derde lid, genoemde bedragen aangepast worden op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen op iedere verjaardag van de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

- b) de woorden "zoniet wordt ze uitbetaald op de kredieten van het volgende jaar" te schrappen, daar ze een vanzelfsprekendheid uitdrukken en dus overbodig zijn.

Artikel 9.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Art. 9. De overeenkomstig artikel 8 berekende bedragen van de toelagen worden in voorkomend geval verminderd naar evenredigheid van het bedrag van de basisallocaties die te dien einde zijn uitgetrokken op de administratieve begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenaren-zaken".

Artikel 11.

Aan het begin van de zin moeten de woorden "tweede lid" worden geschrapt, daar artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 november 1983 slechts één enkel lid bevat. Bovendien moeten ook de woorden "gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 maart 1987" worden geschrapt, aangezien dit artikel niet is gewijzigd.

Artikel 12.

Dit artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 12. Artikel 9 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 maart 1987, wordt opgeheven".

.../...

Artikel 13.

Dit artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 13. In artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 maart 1987, wordt het tweede lid, 2^o, opgeheven".

Artikel 14.

Het woord "opgeheven" moet worden vervangen door het woord "geschrapt".

La chambre était composée de :

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
Y. KREINS,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, kamer-voorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN.